



DISP de Dijon : attention la colère gronde sous tes fenêtres !

En 2014, la CGT dénonçait la pauvreté du nombre de postes publiés pour la DISP de Dijon. Bis repetita, en 2015 c'est la même chose !

La DISP de Dijon est l'une des moins servies en création de postes pour la CAP CPIP 2015. Cela veut-il dire que nous avons moins de difficulté qu'ailleurs ?

La CAP vient de s'achever et laisse un goût amer dans la bouche de tous les agents de la région. Une fois de plus ce sont les mêmes services qui vont voir arriver un nombre impressionnant de CPIP pré-affectés qui vont devoir être formés. Si la CGT ne remet pas en cause le principe de formation des collègues, elle dénonce les dérives qui vont une fois de plus exister dans des services sinistrés en titulaires. **Quand l'Administration va-t-elle prendre conscience que les pré-affectés ne sont pas des titulaires et que leur formation exige une montée en charge progressive du nombre de dossiers qui leur seront affectés ?**

BILAN :

- Varennes-le-Grand : 3 titulaires et 3 pré-affectés dont 2 seront titularisés si tout va bien en juillet 2015. Or le fonctionnement de service est prévu pour 8 titulaires à temps plein...
- Châlons-sur-Saône : équipe ravie de voir arriver un collègue supplémentaire mais les locaux ne permettent pas son arrivée dans des conditions très confortables...
- Bourges : -4 CPIP
- Villenauxe-la-Grande : -4 ou -5 CPIP en fonction des arrivées sous réserve. Un SOS d'une équipe au bord de la rupture été envoyé à la DISP en janvier 2015 pour obtenir des contractuels en renfort au vu des effectifs en berne...
- Chaumont : -3 ou -4 en fonction des arrivées sous réserve...
- Châteauroux : -3
- St Maur : -2
- Châlons-en-Champagne : -4
- Châteaudun : -4 comme tous les ans
- Charleville-Mézières : -3 comme tous les ans...
- Joux-la-Ville : -1 comme tous les ans...
- Auxerre : -3

Pour Orléans, alors que les effectifs seront comblés au 1^{er} septembre 2015, l'administration continue de fermer les yeux sur le management arbitraire et maltraitant envers les personnels de la DFSPIP ! Combien de temps encore va-t-elle faire ce qu'elle veut ? Combien de temps encore les CT resteront une mascarade du dialogue social ? Pourtant des travaux sont en cours à la DAP sur la lutte contre les risques psychosociaux. Cela fait même l'objet de la fiche 14 de la feuille de route de l'AP

publié en novembre 2014. La seule réponse obtenue de la DISP c'est « patience elle sera bientôt en retraite ».

A l'heure où le phénomène de radicalisation semble être découvert par notre administration, qui, à cette occasion, débloque des millions d'euros, les préoccupations des gens de terrain et les difficultés de fonctionnement restent les mêmes. L'AP annonce pléthore de moyens alors que nos budgets de fonctionnement et d'insertion sont en berne depuis des années.

La DAP a réfléchi sur le thème de la radicalisation uniquement sur l'aspect sécuritaire et renseignement. Or pense-t-elle que cette radicalisation se fait uniquement en prison ? L'Administration Pénitentiaire va-t-elle cette fois encore, sur un sujet aussi sensible, rester cloisonnée ? Il serait intéressant de travailler en lien avec la société civile (Éducation nationale et les politiques de la Ville entre autre) et pour les SPIP repenser une collaboration avec la PJJ sur ce point. Il est nécessaire que les CPIP soient associés à la réflexion et qu'ils ne soient pas utilisés que comme de simples agents du renseignement. Donnez nous les moyens de convoquer régulièrement les gens, de mener des entretiens dignes de ce nom où l'objectif ne sera pas uniquement de vérifier le respect des obligations. Donnez-nous les moyens financiers de travailler avec des partenaires pour améliorer l'emploi, la qualification professionnelle, le logement, la santé. Il faut redonner aux PPSMJ leur place de citoyen.

Pour la CGT l'actualité c'est de poursuivre les revendications qui sont menées depuis des années et que l'Administration se refuse à entendre. En voici les principales :

- arrêtons le recrutement de CPIP placés, postes coûteux en frais de déplacement et d'hébergement.
- quand l'Administration va-t-elle enfin travailler sur les organigrammes des SPIP. Sommes-nous si différents des autres corps de cette administration pour ne pas avoir le droit au même traitement ?
- la CGT combat également la pré-affectation et demande que soit revue la formation des CPIP à l'ENAP. Pourquoi les élèves devraient-ils se contenter d'une scolarité au rabais et devoir intégrer des services en souffrance de personnel alors que leur formation n'est pas terminée. Les pré-affectés ne doivent pas servir à combler les manques d'effectifs, ce qu'ils sont appelés à faire dans la plupart des services.

Le décalage entre les annonces et la réalité continue de se creuser de jour en jour! On continue de déplorer les manques alors que les annonces nous ont fait croire en un avenir meilleur pour notre profession. Une désillusion de plus !

La CGT dénonce les effets d'annonce et autres promesses de renfort en masse !

La CGT dénonce la méconnaissance des réalités de terrain !

La CGT exige des renforts immédiats en personnel et le remplacement en temps réel des agents partant à la retraite !

**Alors OUI au renfort en personnel ! OUI à la publication sur la DISP
Centre Est Dijon de tous les postes restés vacants à l'issue de la CAP
des 8/9/10 avril 2015 !**

**Fait à Sens, le 21/04/2015
Nadège DURAND
Paul PELEGRIN,
Référénts régionaux des SPIP
pour la CGT**